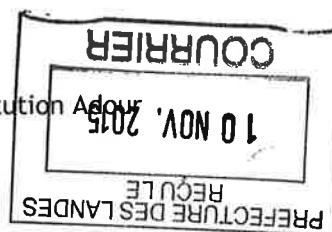


INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 septembre 2015
(Convocation du 14 septembre 2015)



Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : COMMUNICATIONS / Loi NOTRe

Exposé des motifs :

La loi n°2015-992 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République a été promulguée pendant l'été. Cette loi impacte les EPTB et l'Institution Adour sur plusieurs points :

- Suppression de la clause générale de compétences pour les départements,
- Inclusion de la possibilité pour une région de prendre tout ou partie des missions « *animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique* »,
- Report de la compétence GEMAPI en 2018,
- Possibilité pour les départements et régions assurant actuellement des missions incluses dans la GEMAPI de continuer à les mener jusqu'en 2020.

Un groupe de travail dédié doit se réunir sous la présidence de Madame SALLES afin d'envisager les implications concrètes de la parution de ces textes pour l'Institution. Les membres du Bureau seront régulièrement informés de l'avancée de ces réflexions.

LE BUREAU

Après avoir délibéré,

DECIDE

Article 1

De prendre acte des informations concernant la loi n°2015-992 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et de l'avancée des réflexions au sein de l'Institution Adour

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

✂ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

